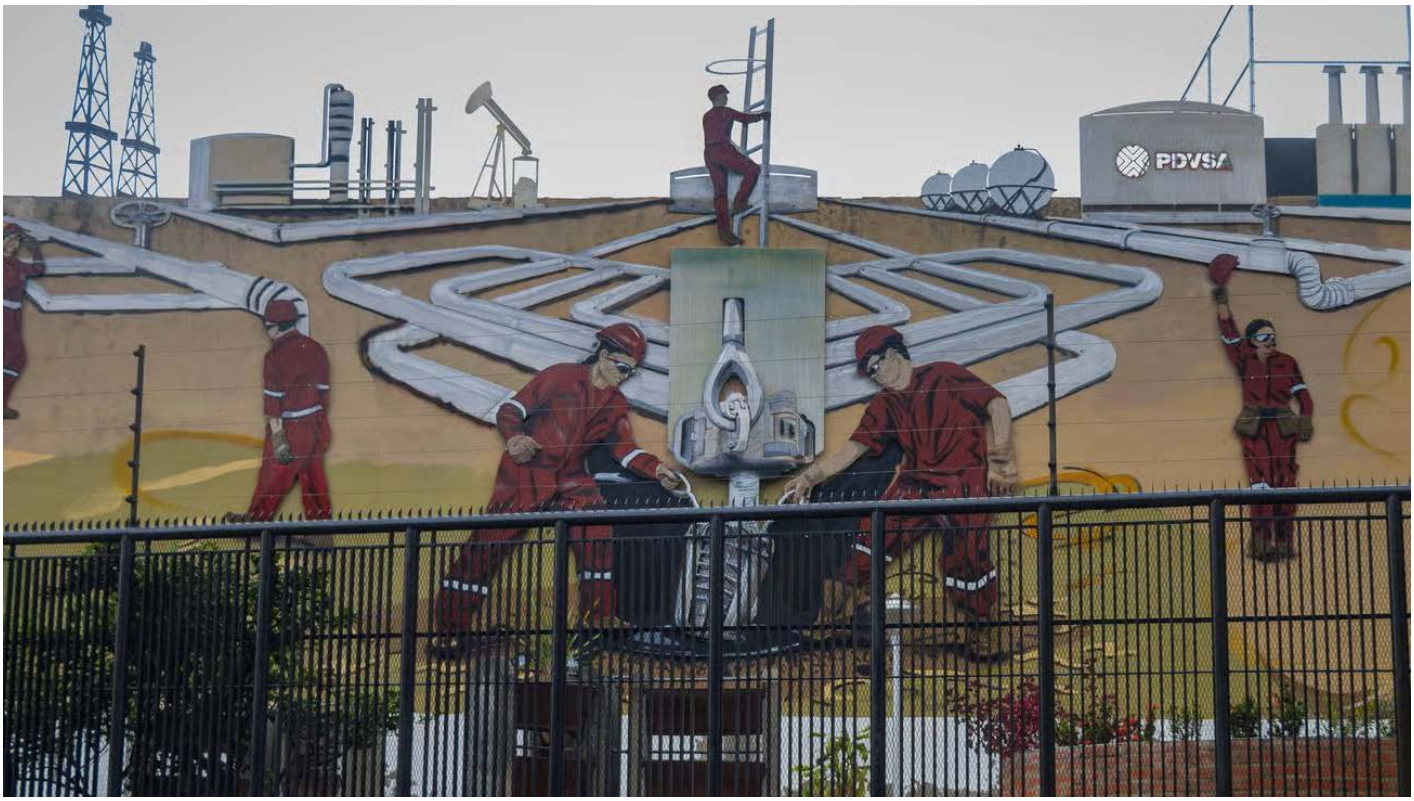
La chute de Nicolas Maduro ouvre une fenêtre sur l'or noir vénézuélien

Une levée progressive des sanctions devrait favoriser le retour des groupes pétroliers américains au Venezuela, avant d'ouvrir de nouvelles opportunités pour les négociants de matières premières basés en Suisse.

Pétrole | Etats-Unis | Matières premières



KEYSTONE

Le Venezuela détient les plus grandes réserves confirmées de pétrole brut de la planète, qui s'élevaient à 303 milliards de barils en 2024, mais il assure moins de 1% de la production mondiale, via la compagnie nationale PDVSA.

Laure Wagner

Partager

06 janvier 2026, 19h30

Version linguistique : FR

Publicité

La capture du président vénézuélien Nicolas Maduro par les forces américaines samedi a été suivi d'un premier mouvement sur les routes maritimes. Seize pétroliers ont quitté les eaux vénézuéliennes, chargés de 12 millions de barils de brut et de carburants principalement destinés à la Chine, selon plusieurs sociétés de surveillance maritime, relayées par l'AFP.

En janvier 2019, Washington a émis contre la compagnie nationale Petróleos de Venezuela SA (PDVSA) des sanctions l'empêchant d'être payée pour des livraisons aux Etats-Unis, gelant dans la foulée 7 milliards de dollars d'actifs américains du groupe. Objectif: faire pression sur le régime Maduro et priver l'Etat de sa principale source de revenus.

«Le pétrole vénézuélien est généralement lourd, visqueux et bitumineux», explique à *L'Agefi* un trader d'une société de négoce américaine sous couvert d'anonymat. «Une grande partie des flux allait vers les Etats-Unis. Les compagnies pétrolières envoyaient du naphta *(ndlr: mélange d'hydrocarbures issu de la distillation du*

pétrole) au Venezuela, qui servait de diluant avant l'entrée dans les pipelines.» Et de préciser: «Le pétrole sanctionné concerne le surplus qui n'est pas destiné aux Etats-Unis, et qui va essentiellement en Chine.»

Lire aussi - Le pétrole recule suite aux incertitudes liées à la situation vénézuélienne | Agefi.com

Départ des compagnies étrangères

Après les nationalisations ordonnées par Hugo Chavez et les sanctions américaines, nombre d'acteurs étrangers ont décidé de ne plus traiter le pétrole vénézuélien. Aujourd'hui, «la quasi-totalité est entre les mains de PDVSA, en faillite depuis des décennies», rappelle Jean-François Lambert, fondateur de la société de conseil Lambert Commodities.

Chevron est la seule grande compagnie pétrolière américaine encore présente au Venezuela, car elle a obtenu une licence spécifique du Trésor américain. Délivrée par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), celle-ci lui permet de produire et d'exporter du pétrole vénézuélien, mais sous des conditions strictes. L'ancien responsable des matières premières chez HSBC cite aussi Total, encore présent au travers d'intérêts gaziers.

«America First»

La perspective d'une levée progressive

des sanctions remet le brut vénézuélien dans le radar des différents acteurs de la branche, en premier lieu «les majors américaines et les raffineries de la côte du golfe du Mexique, bâties pour tourner grâce au pétrole lourd vénézuélien», rappelle encore Jean-François Lambert.

«Les entreprises pétrolières américaines vont revenir petit à petit sur le marché vénézuélien», avance Nabil Milali, Portfolio Manager et stratégiste Multi-Asset&Overlay chez Edmond de Rothschild Asset Management, évoquant «des déplacements de dirigeants d'entreprises américaines au Venezuela» en amont de la capture de Nicolas Maduro. «Des outils vont être actionnés pour inciter les pétroliers américains à investir au Venezuela», explique-t-il, en ajoutant que «tous les acteurs non américains risquent de passer au second plan». Et le stratégiste de citer les propos de Donald Trump: «Le Venezuela est administré par les Etats-Unis aujourd'hui, donc le pétrole vénézuélien sera exploité par des entreprises américaines.»

Lire aussi - Les Etats-Unis entendent «diriger» la transition au Venezuela | Agefi.com

Une opportunité pour les négociants genevois?

Pour les négociants suisses, comme Mercuria, Vitol ou Trafigura, «l'ouverture du marché vénézuélien pourrait apporter des flux supplémentaires», prédit Nabil Milali.

Selon lui, «les accords qui pourront être mis en place ces prochaines années (...) devraient profiter aux acteurs suisses des matières premières».

Jean-François Lambert est plus prudent: «Tous les grands négociants pétroliers ont traité les flux vénézuéliens, mais les sanctions ne vont pas être levées rapidement. Aujourd'hui il y a plus à perdre qu'à gagner». Suisse Négoce estime pour sa part que «la situation reste à ce stade plus politique qu'opérationnelle». Et la faîtière de rappeler dans une prise de position écrite qu'à «court terme, les sanctions restent en vigueur et l'instabilité politique limite tout engagement. A plus long terme, un retour ne serait envisageable qu'avec une levée formelle des sanctions, des garanties juridiques et un cadre de gouvernance stable.»

SMI	13421.82	0.53%
ABB LTD N	60.16	1.55%
ALCON N		

Helsana
Engagée pour la vie.